

Article 21 du Règlement

LES ARMES NUCLÉAIRES

ON DEMANDE DE PRÉSENTER UNE MOTION TENDANT À LA CONCLUSION D'UN TRAITÉ VISANT L'INTERDICTION DES ESSAIS NUCLÉAIRES

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri—Westmount): Monsieur le Président, le 17 septembre, j'ai écrit au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) pour l'exhorter à se prononcer clairement en demandant aux États-Unis de cesser immédiatement leurs essais nucléaires en contrepartie du moratoire soviétique et en demandant aux dirigeants américain et soviétique d'amorcer sans délai la négociation d'une interdiction globale des essais. Le weekend prochain, MM. Gorbatchev et Reagan doivent se rencontrer en Islande. J'invite le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à saisir l'occasion que constitue cette rencontre et à fournir aux Canadiens un moyen de transmettre un message non équivoque à ces deux dirigeants par l'intermédiaire du Parlement du Canada.

J'invite le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à proposer dès maintenant à la Chambre une motion visant à exhorter les superpuissances à amorcer dès ce weekend en Islande des démarches concrètes qui déboucheront à brève échéance sur un traité visant l'interdiction globale des essais nucléaires. La voix du Canada est écoutée. Assurément, il n'y a pas de sujet plus important sur lequel on puisse la faire entendre.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Le temps accordé au député est écoulé.

* * *

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

ON APPUIE LA PROGRAMME CONTENU DANS LE DISCOURS DU TRÔNE

M. David Daubney (Ottawa-Ouest): Monsieur le Président, en ma qualité de membre du comité permanent de la recherche, de la science et de la technologie, je félicite le gouvernement d'insister, dans le discours du trône, sur la science et la technologie et particulièrement sur la création d'un conseil consultatif national de la technologie industrielle qui sera présidé par le premier ministre (M. Mulroney). La recherche et le développement sont les éléments essentiels des projets du gouvernement pour le développement économique et social.

En collaboration avec les gouvernements provinciaux, les universités et les secteurs scientifique et industriel, le gouvernement a mis en oeuvre un programme qui nous mènera jusqu'au siècle prochain. Nombreux sont ceux qui avaient prédit que l'innovation technologique et l'automatisation n'apporteraient que des malheurs. En fait, comme le Conseil économique du Canada l'affirme dans une étude récente, c'est le contraire qui s'est produit. L'innovation rend compétitives les entreprises qui voient leurs marchés s'agrandir et leur chiffre d'affaires grossir, ce qui apporte la prospérité économique à tous les Canadiens.

LES AFFAIRES SOCIALES

ON DEMANDE L'ÉTABLISSEMENT D'UN SERVICE UNIVERSEL DE GARDE D'ENFANTS

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, au cours de cette décennie, il s'est produit au sein des familles canadiennes des modifications majeures qui obligent le gouvernement à prendre certaines initiatives. Plus de 60 p. 100 des femmes se trouvent sur le marché du travail. Elles ont besoin de services de garde à prix abordable. Plus de 11 p. 100 des familles sont monoparentales, et bon nombre n'ont qu'un revenu très faible. Elles ont besoin d'un revenu qui les sorte de la misère et leur permette d'échapper au piège de l'aide sociale. Quatre-vingt-dix pour cent des enfants sont confiés à des services de garde non autorisés, à moins qu'ils ne soient livrés à eux-mêmes. Il nous faut un régime de services de garde d'enfants qui soit accessible et universel.

Le gouvernement fédéral devrait se mettre à l'oeuvre afin de célébrer la Semaine de la famille autrement qu'en paroles. Je l'exhorte à faire honneur aux familles en réindexant les allocations familiales et en accordant ainsi le crédit d'impôt pour enfants aux familles moyennes qui ont besoin d'aide pour élever leurs enfants. Je remercie tous les parents de leur contribution à l'avenir du Canada.

* * *

L'EMPLOI

LA DÉCLARATION DU MINISTRE CONCERNANT LES PROJETS DE MAIN-D'OEUVRE

M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est): Monsieur le Président, je signale que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Bouchard) m'a causé une profonde déception hier en annonçant son intention de ne mettre en oeuvre aucun projet de main-d'oeuvre cet hiver. Les projets de main-d'oeuvre ne sont pas une solution en soi mais ils jouent un rôle utile et important en offrant des revenus essentiels aux nombreuses régions du pays qui n'ont pas la chance de profiter de l'essor économique du centre du Canada.

Je ne suis pas seul à demander au ministre de l'Emploi et de l'Immigration de prendre cette mesure. Les habitants de plusieurs villes de l'est de la Nouvelle-Écosse ont écrit au ministre pour lui demander de prendre des mesures immédiates pour résoudre ce grave problème humain. Le ministre est resté insensible à leurs demandes.

Le ministre actuel n'est pas meilleur que son prédécesseur. J'avais espéré un ministre plus compatissant qui aurait compris qu'en suivant aveuglément la Planification de l'emploi on a fait subir de très dures épreuves à des milliers de Canadiens. Tous les Canadiens ont été trompés non seulement par le ministre actuel mais par son prédécesseur.